POUVOIR OUVRIER

SOMMAIRE

1936-1966 ?

IL Y A TRENTE ANS : LE FRONT POPULAIRE.

La grève des marins anglais.

Cinéma : Les amours d'une blonde.

Lutte et organisation ouvrières en Angleterre.

JUSQU'OU PEUT ALLER L'IMPERIALISME EN ASIE ? (III)

N° 78 JUIN 1966

0,30 F

MENSUEL.

1936-1966 ?

"Ce que l'union et l'action ont permis en 1936 peut se renouveler avec une ampleur encore plus grande", déclare le comité confédéral de la C.G.T. (1) après avoir énuméré les revendications satisfaites par les accords Matignon. En fait, c'est surtout du Front Populaire qu'il s'agit, de la fameuse union de la gauche qu'on revendique maintenant comme le glorieux exemple à suivre. "Pour garantir les succès, pour une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière, de la Nation française, pour des changements plus fondamentaux, il faut une démocratie nouvelle (...) Contribuons efficacement à l'union des forces de gauche sur un programme commun pour la victoire d'une démocratie nouvelle, du progrès social et de la Paix", conclut le comité confédéral.

Nous expliquons dans ce même numéro ce que fut le mouvement gréviste de 1936 et le rôle que joua le Front Populaire.

Mais quelles sont en 1966 les chances pour que se constitue un nouveau Front Populaire ? et quel est le but de la campagne déclenchée depuis des mois autour de ce thème ?

Une constatation s'impose de prime abord : en 1936, un large fossé séparait les mesures sociales proposées par les organisations composant le Front Populaire et la politique à courte vue d'une bourgeoisie particulièrement rétrograde.

Aujourd'hui, rien ne permet de penser que derrière le verbiage de la gauche il y ait une politique sociale sensiblement différente de celle du gouvernement actuel. Les délégués du personnel, les comités d'entreprise, la Sécurité sociale, les systèmes de retraite et d'assurance-chômage, les cantines, les colonies de vacances, les congés payés, bref ce qu'on appelle les "garanties sociales", aucun gouvernement d'un pays capitaliste avancé ne songe présentement à les contester, comme il ne songe pas non plus à contester la représentativité des centrales syndicales et l'utilité du "dialogue". Car rien de tout cela, en effet, ne met en question le pouvoir patronal ni ne ralentit la croissance de la productivité du travail. Ça mettrait plutôt de l'huile dans les rouages. Sur ce terrain, Mitterrand n'est pas plus "révolutionnaire" que Pisani. Quant au reste, n'est-il pas vrai que Mitterrand a refusé de se prononcer sur la réduction de la semaine de travail ? Et n'est-ce pas Deferre qui déclarait il y a un an : "Notre devoir est d'utiliser la planification et les ressorts d'une véritable économie de marché (...) Je ne crois pas qu'on puisse annoncer en même temps la réduction de la journée de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, le relèvement des salaires et l'augmentation du taux de l'expansion..."(2).

Certes, il serait faux de croire que le programme électoral d'une "gauche unie" ne contiendrait que du vent. Tout un ensemble de mesures tendant à l'aménagement de certaines structures capitalistes, à la régulation de certains mécanismes ou circuits pourrait être sans doute défini par les technocrates mendéssistes ou même par quelques uns des dirigeants syndicalistes. Mais il faut savoir que le plus "à gauche" des futurs associés - le P.C.F. - se limite à proposer la nationalisation de quelques secteurs de l'économie - dont la sidérurgie déficitaire - alors que d'autres formations de gauche (voir les déclarations des dirigeants S.F.I.O. ou les débats du Colloque de Grenoble) pensent qu'il suffirait de... la menace de nationalisation !

---

(1) "L'Humanité", 4-6-66 ;(2) "Le Monde",12-12-64.

La vérité c'est que, dans le cadre du régime capitaliste - que personne ne propose de détruire - la politique d'un gouvernement de Front Populaire serait soumise aux mêmes impératifs de croissance de la productivité, d'augmentation des investissements, et donc des profits, de concentration des entreprises et de contrôle des salaires qui orientent la politique du gouvernement actuel. Dans ces conditions, du point de vue du travail et du salaire, le changement serait inexistant pour l'ouvrier et l'employé. A une différence près cependant : les directions syndicales nationales, associées à la politique gouvernementale, s'opposeraient à coup sûr à tout mouvement revendicatif important, comme cela fut le cas dans la période 1944-1947 et comme nous le voyons aujourd'hui en Angleterre.

D'ailleurs, tous ces gens qui s'occupent de la classe ouvrière quand ils sont dans l'opposition, nous les avons vu également au pouvoir, et à plusieurs reprises depuis 1944 : les Mitterrand, Mendès-France, Mollet, Billières, Depreux et Cie., qu'ont-ils fait au gouvernement ? Ils ont agi en "gérants loyaux du capitalisme" comme disait feu Léon Blum. Les communistes eux-mêmes n'ont-ils pas été pendant trois ans les fidèles ministres du général de Gaulle ensemble avec Bidault et autres M.R.P. ?

Il est vrai que la C.G.T. fait quelques réserves sur le parallèle 1936-1966 : "L'Histoire ne se repète jamais de la même façon, c'est vrai. Mais elle reproduit des situations qui présentent des similitudes. 1936, 1966 ne sont pas sans analogie", affirme le C.C.N. Mais quelle analogie ? mais quelles différences ? Les stratèges confédéraux ne nous le disent pas.

Pourtant, une chose est certaine : un Front Populaire version 66 serait au moins aussi respectueux de l'ordre bourgeois que celui de Blum-Thorez-Daladier l'a été en 1936, car les futurs associés de ce Front se situent aujourd'hui bien plus à droite qu'en 36.

Mais en réalité, les partis de gauche ne sont pas près de reconstituer le Front Populaire ni de retourner au pouvoir sous une telle étiquette. D'abord parce qu'ils sont incapables de proposer une politique sociale s'opposant réellement à celle du gaullisme, comme ils sont incapables de définir une politique étrangère commune. Ensuite, parce qu'il n'y a pas actuellement de grande poussée ouvrière, de mobilisation des masses, qui seule justifierait aux yeux de la bourgeoisie la constitution d'un gouvernement de gauche capable - par ses prolongements syndicaux - de tenter de freiner un tel mouvement et de l'amener dans les sables du compromis. Les rappels de 1936, les phrases pompeuses sur cette grande époque du mouvement ouvrier - qui fut en réalité une période de durs combats et non l'image d'Epinal des "petits gars partant en vacances" - ne sont en dernière analyse qu'une vaine tentative pour pimenter la fade cuisine des préparatifs électoraux.

"Seule la vérité est révolutionnaire", disait Lénine. Ce n'est pas vers un nouveau 1936 que nous nous abheminons. Les mois et les années qui sont devant nous exigeront une résistance opiniâtre, une lutte incessante pour défendre les conditions de vie et de travail des ouvriers et des employés contre les effets de la concentration et de la rationalisation, contre le grand capital et les gouvernements planificateurs, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Pour que cette résistance soit efficace, pour que, au bout de cette longue lutte, se lève l'espoir du socialisme, il faudra combattre aussi bien la passivité, la résignation, que les illusions, le bavardage et le suivisme, il faudra travailler sans relâche à renforcer la solidarité, à redonner la responsabilité à la base , à encourager et à développer l'initiative à la base ; il faudra aussi, sans impatience mais sans défaillance, former jour après jour les militants qui constitueront les premiers noyaux de la nouvelle avant-garde, du nouveau parti de la révolution socialiste.

Certes, des travailleurs rétorqueront peut-être : "Dans la situation actuelle, tout ça c'est des mots". Mais camarades, se décarcasser pour que Guy Mollet redevienne ministre, vous appelez ça comment ?

-:-:-:-:-:-:-:-:-

Il y a trente ans : LE FRONT POPULAIRE.

Pour les Communistes les enseignements de l'histoire du Front Populaire sont des plus simples: l'unité syndicale et l'unité politique de la gauche ont alors assuré la défaite de la réaction et le succès des revendications ouvrières. Aujourd'hui comme il y a 30 ans, "l'unité sans exclusive" des organisations syndicales et des "vrais républicains" produirait les mêmes heureux effets et même permettrait d'amorcer la transition pacifique vers le socialisme. Le dernier mot du "marxisme" des communistes est de proposer aux travailleurs la simple répétition d'une politique vieille de trois décennies, qui fut mise en oeuvre dans des conditions entièrement différentes et qui de surcroit démontra la faillite retentissante du réformisme.

LES ORIGINES ET LA SIGNIFICATION DU FRONT POPULAIRE.

Le Front Populaire, c'est-à-dire l'alliance des staliniens, des réformistes de la S.F.I.O. et des politiciens radicaux est né d'une situation de crise de la société française et de la menace que faisait peser sur la paix, la renaissance des forces de l'Impérialisme allemand.

La crise qui à partir de 1930 secoue le monde capitaliste atteint progressivement la France. En 1935 la production française a reculé de 46 % par rapport à 1930 et les salaires ouvriers sont tombés de près de 7 %; il y a sans doute près d'un million de chômeurs. Les ouvriers ne sont pas les seuls à subir les effets de la dépression: les paysans qui ne parviennent plus à vendre les produits agricoles et la petite bourgeoisie qui voit ses profits fondre avec les méventes et les faillites se multiplier, donnent des signes d'impatience.

Tandis que des gouvernements radicaux et modérés, incapables d'organiser un redémarrage de l'économie se succèdent, les communistes et les socialistes, ainsi que les deux centrales syndicales CGTU et CGT restent désunies. A l'extrême-droite se forment des ligues - Croix de Feu, Chemises Vertes - qui, imitant les méthodes et l'idéologie du fascisme allemand et italien, essaient d'attirer à elles les classes moyennes et les paysans.

Le 6 février 1934, à la faveur du scandale Stavisky qui fait éclater la corruption des milieux officiels, les ligues fascisantes tentent d'attaquer le Parlement et d'instituer un régime autoritaire.

La situation est alors des plus claires: comme en Italie et en Allemagne le grand Capital incline à utiliser les bandes fascistes pour briser en même temps que la démocratie bourgeoise, les organisations ouvrières, y compris réformistes, afin de pouvoir restructurer et faire survivre un système qui est en pleine crise.

La poussée fasciste cependant se heurte à de fortes résistances. D'abord la classe ouvrière n'est pas prête à céder sans combat: elle le démontre notemment le 12 Février par une grève générale qui réalise l'unité d'action entre les Socialistes et les Communistes. Ensuite les classes moyennes -l'électorat du Parti Radical- ne sont pas encore gagnées au

fascisme et les politiciens radicaux s'ils redoutent les revendications ouvrières, craignent aussi la formation d'un régime fasciste qui les chasserait de leurs postes dans l'appareil d'Etat.

Par ailleurs, en 1934 le P.C. opère un virage -il refusait jusque là toute alliance avec les Socialistes, assurait que la défense de la démocratie bourgeoise était une duperie et persistait dans le défaitisme révolutionnaire-. Mais après l'avènement de Hitler, Staline inquiet se cherche des alliés à l'Ouest; et il va effectivement conclure un pacte avec la France (1935). Dès le mois de mai 1934, le P.C.F. conformément à la nouvelle politique du Komintern, se prononce pour l'alliance avec les Socialistes, puis en Octobre pour l'alliance avec les Radicaux et finalement pour la défense nationale de la France. Ce ralliement aux thèses de la défense de la démocratie et de la nation contre la menace fasciste extérieure et intérieure, fait tomber les préventions des Socialistes et des Radicaux. En 1935 un cartel électoral est conclu entre le P.C.F., la S.F.I.O. et les Radicaux en vue des élections de 1936. La même année l'unité syndicale est rétablie au Congrès de Toulouse entre la C.G.T.U. et la C.G.T. Mais pas plus la C.G.T. réunifiée que les partis qui constituent le Front Populaire n'adoptent un programme de nature à mettre en question l'ordre capitaliste. L'anti-fascisme ne va pas au-delà de projets assez timides destinés à obtenir un redémarrage de l'économie (politique de grands travaux, hausse des salaires, réduction de la durée de travail, revalorisation du prix des céréales...) et l'adhésion des couches populaires. Le Parti Communiste, avant tout soucieux que se forme un gouvernement qui donnera un contenu positif au pacte Franco-Soviétique, a particulièrement insisté pour que soit écarté du programme du Front Populaire, tout ce qui aurait pu inquiéter les Radicaux et leur clientèle électorale bourgeoise. La politique du Front Populaire ne présente aucune différence fondamentale avec celle que aux U.S.A., le politicien bourgeois Roosevelt venait de mettre en oeuvre pour essayer de surmonter la crise de l'économie américaine. Elle n'est qu'une tentative pour trouver une issue de "gauche" à la crise du système capitaliste dans le cadre de ce système lui-même.

LES GREVES DE MAI-JUIN 1936.

Cependant le Front Populaire a été compris, à la base, par la classe ouvrière, les employés et même une large partie de la classe moyenne, comme la promesse d'un changement profond, par rapport à la politique de mollesse et d'impuissance des gouvernements qui se succédaient depuis 1930. Aux élections le Front Populaire triomphe, mais en fait les Radicaux perdent presque partout des voies au profit de la S.F.I.O. et surtout du P.C.F.

Le 4 juin 1936, conformément à la règle parlementaire, Blum constitue le gouvernement après avoir précisé qu'il ne s'agit pas de mettre en oeuvre une politique socialiste mais seulement d'appliquer le programme du Front Populaire. Les Communistes soutiennent le gouvernement en refusant toutefois d'y participer: conscients de l'écart qui existe entre les aspirations des ouvriers et la timidité du programme du Front Populaire, ils sont peu soucieux d'endosser les responsabilités des déceptions qui suivront.

Car depuis le 11 mai les grèves s'étendent dans le pays, les ouvriers occupent les usines. Le mouvement a débuté sous une forme défensive: c'est pour imposer le réembauchage d'ouvriers licenciés parcequ'ils avaient participé aux manifestations du Premier Mai, que se produisent les premières grèves aux usines d'aviation du Havre et de Toulouse. L'occupation des ateliers n'a pas semble-t-il d'autres buts que d'empêcher les lock-out particulièrement menaçants dans une période de chômage. Dans la deuxième quinzaine de Mai, le mouvement de grève et d'occupation des usines gagne l'ensemble de la métallurgie parisien-

ne. Les grévistes demandent la semaine de quarante heures, des congés payés, une augmentation de salaires, l'élection de délégués ouvriers qui les représenteront auprès du patronat. Fin Mai, début Juin, au moment où le gouvernement Blum se constitue, les grèves s'étendent à de nouvelles corporations et aux villes de province. Seuls quelques départements du Sud et du Sud-Est du Massif Central ne sont pas touchés. Le huit juin il y a deux millions de grévistes. Les grèves et les occupations d'usines gagnent les couches périphériques du prolétariat: les vendeurs de magasins, les garçons de café et de restaurants, les vendeurs de journaux, les employés des salles de spectacles, les assurances etc,.. Comment s'explique ce mouvement de grèves, le plus vaste que la France ait connu ? et que signifie-t-il ?

Il est d'abord le résultat de l'exploitation forcenée et humiliante qu'ont subi les ouvriers depuis 1930. La crainte du chômage a pendant des années courbé les travailleurs et les patrons en ont profité avec une arrogance sans limites, aussi bien pour abaisser les salaires que pour instituer dans les ateliers une discipline des plus brutale et des plus vexante. La victoire électorale du Front Populaire, les manifestations populaires qui suivent, la perspective de la formation prochaine d'un gouvernement socialiste, modifient l'atmosphère politique.

Très vite la crainte change de camp. Lors des premières grèves les ouvriers inquiets se barricadent dans les usines de crainte d'être attaqués par les gardes mobiles ou les fascistes. A la fin du mois de mai ce sont les patrons qui sont pris de panique, et après avoir protesté contre le caractère illégal des occupations, ils conjurent le gouvernement de ne pas utiliser la force pour faire évacuer leurs entreprises. C'est qu'en occupant les locaux où se trouvent les stocks de matières premières et les machines, les ouvriers ont pris un gage décisif sur le patronat qui redoute que des échauffourées dans ses entreprises ne nuise à son matériel. La formation du gouvernement Blum ne fait qu'amplifier la certitude que le pouvoir ne pourra pas agir par la force et que le patronat sera obligé de céder.

Bien que les ouvriers ne soient pas encore clairement conscients de la nécessité de porter la lutte au-delà du cadre des usines, çà et là ils inclinent spontanément dans ce sens. A Paris les grévistes envahissent les rues et interdisent la parution des journaux bourgeois. A Nantes ils font interdire par la Préfecture les manifestations réactionnaires. A Lille, à Paris et en divers autres endroits, ils envisagent de s'armer.

S'il est exagéré de dire que la Révolution Française avait commencé, la classe ouvrière était du moins en train de s'engager dans une voie qui pouvait y conduire.

(LA DEUXIEME PARTIE DE CET ARTICLE SERA PUBLIEE DANS LE PROCHAIN NUMERO)

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

DES FAITS QUE LES JEUNES IGNORENT PEUT-ETRE

"Oui, il faut rappeler des faits que peut-être les jeunes ne connaissent pas assez : comment nous avons ressaisi il y a trente ans le drapeau tricolore pour le placer à côté du drapeau rouge, comment nous avons repris la Marseillaise pour la chanter avec l'Internationale, comment nous avons lancé en 1936 l'appel aux Volontaires nationaux pour les séparer de La Rocque, comment nous avons été les initiateurs de la politique de la main tendue."

(Maurice Thorez au Comité Central de mai 1963, L'Humanité du 14-5-63).

LECTEUR : NE GARDE PAS "POUVOIR OUVRIER" DANS TA POCHE, FAIS-LE CIRCULER.

LA GREVE DES MARINS ANGLAIS

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

Depuis le 16mai les marins anglais mènent une grève illimitée, trés dure, la première depuis 1911.

Le " socialiste " Wilson, voulait leur appliquer la " politique des revenus ". Elle consiste tout simplement à n'accorder que 3 ou 4% d'augmentation par an. Elle ne s'applique qu'aux salariés. L'idée ne serait pas venue au gouvernement travailliste de s'attaquer aux revenus de la bourgeoisie; ceux-ci peuvent pour ne pas dire " doivent " , croître en toute liberté. Cette duperie, les marins la refusent; ils y répondent par la grève.

Les marins anglais sont soumis à une loi de 1894 réglementant la semai ne de travail à 56 heures. Ils gagnent environ 60 livres par mois dans ces conditions, soit à peu près 780 F. Leurs revendications: la semaine de quarante heures payées 60 livres par mois, les heures au delà de la quaran - tième payées au tarif des heures supplémentaires. Ces revendications représentent une augmentation de 17 %. Nous sommes loin de la politique des revenus.

La flotte marchande anglaise .comprend 65000 marins, 4500 navires, 2500 pouvant être touchés par la grève. Les marins ne peuvent se mettre en grève qu'après leur arrivée en Grande-Bretagne, ailleurs la grève serait considérée comme une mutinerie. Actuellement 800 marins sont en grève.

LA DIRECTION SYNDICALE

Il est inutile de rappeler la longue tradition de réformisme et de collaboration de classe des Trade-Unions. Cette attitude qui ne s'est jamais démentie depuis un siècle n'a fait que se consolider depuis l'arrivée de Wilson au pouvoir.

Comment une grève de cette importance a t-elle pu être déclenchée officiellement par le N.U.S. le syndicat des marins?

Après une longue carrière, le bonze syndicaliste Tom Yates a fini par être viré de son confortable fauteuil par les marins et remplacé par Bill Hogarth plus proche d'eux. Après avoir réussi à contenir le mécontentement avant les dernières élections, qui donnèrent cent sièges de majorité à Wilson, Bill Hogarth était menacé par des mouvements "sauvages". Il prit bien à contre-coeur, la décision de la grève illimitée.

La confédération syndicale, le T.U.C. n'approuva que du bout des lèvres bien ennuyée de compromettre sa "chère politique des revenus".

LE DEROULEMENT DE LA GREVE.

Les marins pensaient que leur grève entraînerait une paralysie de l'économie britannique. Cele devait leur permettre de vaincre rapidement. Qu'est-ce, en effet qu'une île sans marins ? Le même sentiment était d'ailleurs partagé par le gouvernement et Wilson fit décréter l'Etat d'Urgence par la Reine. En fait la conduite de la grève et l'attitude des armateurs devait transformer cette perspective alarmante.

Les armateurs, tout simplement, s'ingénient à empêcher les bateaux de rejoindre les côtes anglaises. Ils leur font faire des transports un peu partout dans le monde. Ce qui explique qu'après un mois de grève, 800 navires seulement soient bloqués par la grève. Ils utilisent aussi des bateaux étrangers ou des pavillons de complaisance pour le trafic avec l'Angleterre. C'est là qu'apparaît le talon d'Achille, la faille de la grève. Les marins anglais sont en grève, mais pas les marins étrangers qui approvisionnent l'Angleterre, et surtout les dockers anglais travaillent toujours. Dans ces conditions la grève cause, certes des pertubations importantes, mais non catastrophiques, et le mouvement s'enlise.

Quelle est la cause de cette situation ? L'opposition du T.U.C. à la grève est l'élément le plus important. Soutenant Wilson et les armateurs, il refuse un soutien actif, efficace aux marins. Une commission de conciliation, présidée par Lord Pearson, propose un vague projet. Le N.U.S. le refuse. Le T.U.C. alors coupe toute aide aux marins et condamne catégoriquement la poursuite de la grève.

Nous ne savons pas encore comment se terminera cette épreuve que traverse le mouvement ouvrier anglais, mais il est certain que la bureaucratie syndicale portera la lourde responsabilité de son échec probable.

POUR UNE VICTOIRE DES MARINS.

La victoire ne saurait être obtenue si les marins ne prennent eux-mêmes en main la direction du combat, refusant de la confier à quiconque. Confier son propre sort à la bureaucratie du NUS ou du T.U.C., c'est non seulement échouer, mais aussi démoraliser le prolétariat anglais.

Lancer un appel direct aux dockers, aux marins des bateaux étrangers, non par le canal de l'appareil syndical, mais directement par des Comités de grève élus par la base, reste la seule possibilité. Cette forme d'organisation, traditionnelle dans la prolétariat anglais est la seule qui permette de relancer la lutte.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

"UN MINISTRE SOVIETIQUE CHEZ LE PAPE"

"Le pape Paul VI s'entretiendra ce matin avec André Gromyko, ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S.. Il y a seulement quelques années l'intolérance et les anathèmes qui prévalaient au Vatican auraient fait apparaître une telle nouvelle tout à fait incroyable. Un ministre communiste, autant dire le diable ! Le monde a bien changé. (...)

"Jamais plus la guerre ! C'est la paix qui doit guider le destin des peuples et de toute l'humanité", s"est écrié Paul VI, en Octobre dernier, devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Entre l'U.R.S.S. et l'Eglise catholique et, plus généralement entre communistes et chrétiens un terrain d'entente existe donc. (...) Mais si puissante que soit, dans divers domaines, les forces représentées par l'homme d'Etat et le chef religieux qui vont se rencontrer à Rome, si loyale et - espérons-le - si prometteur que soit leur dialogue, la paix exige évidemment beaucoup plus. Elle dépend de la "collaboration fraternelle des peuples" à laquelle Paul VI fit appel de la tribune de l'O.N.U..

Que croyants ou non croyants doivent y travailler ensemble, c'est la politique fondamentalement pratiquée par les Communistes depuis longtemps."

(L'Humanité, 27-4-1966)

Pour la Paix: avec le Pape et Gromyko.
Pour le Progrès social: avec Mitterand.
Pour la République rénovée: avec Guy Mollet.

N'hésitez plus, adhérez au Parti Communiste Français.

AIDEZ LE C.I.S.A.I. (Comité international de soutien aux antifascistes ibériques)

LISEZ SON BULLETIN : "INFORMATIONS IBERIQUES".
5 rue Aubriot. PARIS 4ème.

Cinéma: Les amours d'une blonde

Quoi de plus banal qu'une histoire d'amour,même pas le début d'une histoire d'amour. Une camèra qui s'attarde tendrement sur des objets apparemment sans importance et qui nous guide lentement dans le monde triste,gris,monotone de Hanna. Deux mille jeunes ouvrières campées dans une banlieue de Prague au service d'une usine de chaussures, et quelques vieux bien pensants pour les encadrer.A la sortie de l'usine, il n'y a qu'une petite pluie fine pour les accompagner à travers un paysage de boue jusqu'à leur internat,pas un sourire de garçon,pas un baiser,rien,personne; et leur journée se noie ainsi dans un ciel encore plus triste qu'elles.

Mais quand vient la nuit, la lueur d'un diamant leur fait entrevoir des merveilles, leur apporte un monde que les plans n'ont pas prévu, ont oublié, et qui surgit subitement du fond de leurs rêves. C'est le monde de l'amour,du désir.

Deux mille jeunes filles qui n'ont rien d'autre que leurs gestes monotones mille fois répétés dans la journée, et leurs rêves de la nuit.

Cet univers d'asservissement n'est pas dévoilé brutalement,il est sugéré,il s'insinue dans les images qui semblent couler sur l'écran.Tout juste quelques scènes clefs,dont la première est une réunion des dirigeants de l'usine qui décident de ne pas laisser partir une jeune fille parcequ'elle n'est pas mariée. Où trouverait -on la main-d'oeuvre si elles se mettent toutes à partir!

Asservissement dans le travail. Asservissement dans la vie privée. On réglerasur une carte d'état-major leurs problèmes amoureux. " Camarades,nous avons 2000 jeunes filles, vous avez certainement autant de militaires. " Alors,pour l'hygiene mentale, débarquent peu après, ventrus, suant, chantant: "Nous avançons dans un fleuve de sang ",quelques centaines de réservistes sous le regard curieux, amusé, ou déçu des jeunes ouvrières et celui,satisfait,du bureaucrate de service.

On a minutieusement organisé un de ces bals dont Forman a le secret, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre,deux mondes qui s'affrontent et se donnent du courage à grand renfort d'alcool, une alliance vite enlevée, qui roule,roule, et encore le bureaucrate de service fier d'avoir trouvé "ça ". Une fille qui s'ennuie, un beau pianiste, une aventure qui commence. Le lendemain,à nouveau l'usine, le pianiste est reparti.

" Il ne faut pas vous dévergonder, il faut vous préserver pour votre futur mari afin qu'il vous respecte." Non,ce n'est pas une religieuse qui parle, c'est une camarade éducatrice lors d'une discussion sur l'amour.

A travers ces quelques scènes,on peut suivre la véritable trame du film. L'organisation du travail, de la vie privée, des amours,par une minorité sans doute bienveillante mais dirigeante tout de même, et la passivité extraordinaire de la jeunesse, qui semble vivre dans un monde à part, celui de l'ennui, de la guitare et du rêve.

Hanna tente une fuite hors de l'enceinte de son petit monde, elle va à Prague, mais là se heurte à la quiétude stupide des parents dormant devant leur programme de télévision

Ce n'est pas une historiette transposée ou une critique violente que nous montre Forman,c'est une tranche de vie,authentique,simple,banale, mais qui met admirablement en question la vie d'une collectivité organisée jusque dans ces plus petits détails par une poignée d'éclairés et le malaise d'une jeunesse qui n'adhère pas à cette société.

Lutte de classe et organisation ouvrière en Angleterre.

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article de "Solidarity" (Volume 4, n°1), racontant la formation d'un syndicat révolutionnaire à Glasgow. L'intêret de cet article est évident: il montre que les ouvriers anglais sont passés de la critique passive des syndicats bureaucratisés à la lutte directe. Depuis longtemps les grèves "sauvages", inofficielles sont la grande majorité en Angleterre; cet article montre les tentatives des ouvriers de Glasgow de former des organisations indépendantes des syndicats, soit à partir des "shop stewards" ou délégués d'atelier, soit comme dans cet article en formant un syndicat révolutionnaire. Toutefois, malgré les différences importantes qui existent entre les conditions de la lutte de classes en France et en Grande-Bretagne, où les syndicats sont beaucoup plus bureaucratisés, nous ne souscrivons pas à toutes les idées des camarades anglais de Solidarity, en particulier sur le rôle des syndicats.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

LE MEETING.

Dimanche soir, 6 mars 1966 je participai à un meeting de l'association des travailleurs des autobus: BCA, dans le grand Hôtel de Glasgow. Il avait été convoqué pour discuter du licenciement délibéré d'un membre du BCA, Jimmy Scott, de la Compagnie de Transports de Glasgow, à l'instigation du syndicat des Transports: T&GWU.

La salle était remplie par les travailleurs des autobus des 13 dépots de la Compagnie et par des envoyés de la Centrale SMT et de l'Organisation de Transports de Passagers William Alexander.

Aucun signe d'apathie ouvrière à ce meeting. Presque tout le monde participa à la discussion.

Il fut décidé:

1° que le BCA ne devait pas permettre les licenciements. Les meilleures méthodes de lutte furent proposées. La proposition la mieux accueillie fut que les receveurs devraient"prendre leur temps" pour faire payer le prix des places. Les avantages de cette méthode étaient que bien qu'en frappant la Compagnie à son point le plus sensible (moins de revenus), les passagers ne s'y opposeraient pas (au contraire même puisque beaucoup d'entre eux voyageraient gratuitement). En outre les travailleurs ne perdraient pas de salaires, comme ils l'auraient fait s'il y avait eu une grève.

2° que le nombre de membres du BCA, environ 700, était loin d'être satisfaisant. Une des raisons principales pour laquelle ils n'étaient pas plus nombreux, est que dans beaucoup de garages il n'y a aucun effort organisé de recrutement. Beaucoup de travailleurs ne les avaient pas rejoint tout simplement parceque personne ne le leur avait demandé. On s'accorda pour lancer une immédiate campagne de recrutement. Quelques délégués distribuèrent jusqu'à 500 demandes d'inscription.

3° que les membres du BCA et les sympathisants cessent de payer leurs cotisations au T&GWU et que l'argent soit versé à la place au BCA.

4° qu'une marche aille le samedi matin 19 mars de l'Hôtel de Ville au siège du syndicat, où des membres remettraient collectivement leurs cartes du T&GWU.

Toutes ces décisions furent accueillies avec enthousiasme.

Mais qu'est ce que le BCA ?

L'HISTOIRE DE BETTY REID.

Le premier orateur fut Betty Reid, une receveuse du garage de Ibrox, depuis 22 ans dans la Compagnie. Elle raconta comment les conditions empiraient, comment les salaires devenaient régulièrement plus maigres, l'accroissement constant des cadences et la trahison répétée du T&GWU. Le mécontentement général de la masse pour les syndicats officiels et pour le secrétaire du District en particulier s'était cristallisé à la suite de la grève d'avril 1964.

En Octobre 1963 la Compagnie introduisit de nouveaux systèmes d'horaires, aussitôt rejetés par les travailleurs. En échange d'une augmentation de salaires, les T&GWU acceptèrent les horaires.

Les travailleurs découvrirent rapidement qu'ils luttaient à la fois contre le syndicat et contre la Compagnie. Alex Grant refusait obstinément de convoquer un meeting, sachant très bien que cela le conduirait de force à déclarer la grève. Tandis qu'il tempêtait contre les ouvriers, il déclara que c'était "son affaire" de les faire à nouveau travailler. Il passa beaucoup de temps à séparer les garages les uns des autres, disant aux uns que les autres avaient repris le travail alors qu'ils ne l'avaient pas fait.

La plupart des ouvriers comprennent que leur plus grande faiblesse en 1964 venait du manque de communications entre les garages...

Le mécontentement au sujet du syndicat atteignit un nouveau paroxysme au sujet des négociations pour la semaine de 5 jours. Les garages firent clairement comprendre qu'ils voulaient une semaine de 5 jours et non de 6. Mais cela n'empêcha pas Grant et Compagnie de négocier pour les 6 jours.

Pas étonnant dès lors que l'idée de former un syndicat indépendant ne se répande. Il fut alors décidé de voter pour savoir si la majorité décidait de rester dans le T&GWU ou de s'en séparer. Le résultat fut le suivant:

Pour la séparation: 167
Contre : 28

Le BCA était né.

Betty Reid et ses camarades demendèrent à ceux qui avaient voté pour le BCA de verser leurs cotisations au BCA et non au T&GWU. Cette semaine le BCA collecta plus de 250 F et le T&GWU environ 6 F.

Betty résuma la situation dans son garage comme suit: 5% des travailleurs excusaient le T&GWU, 95% lui étaient hostiles...

LE MOUVEMENT S'ETEND.

Certains demandèrent que les collectes continuent chaque semaine. Bien que cela fut possible, ce ne fut pas fait. Mais l'argent devait être bien utilisé. Une feuille fut rédigée et dûment polycopiée...

Le BCA sut mettre le doigt sur le point vraiment sensible de la lutte d'aujourd'hui. Le bulletin commençait par une citation de Lord Citrine intitulée "un leader TUC (syndicat officiel) expérimenté", disant: "Il est temps que les dirigeants syndicaux s'élèvent sérieusement contre la pression de leurs propres membres".

Le bulletin démontrait que le T&GWU avait d'excellentes raisons de faire exactement ce que disait Lord Citrine. Il traitait du refus de négocier la semaine de 5 jours, de la baisse progressive du niveau économique des travailleurs des Bus dans les années à venir...

Tous les garages de Glasgow reçurent des bulletins. Les membres commencèrent à affluer. Gartcraig fut le premier grand bastion enlevé. Les méthodes de recrutement variaient d'un garage à l'autre; à Hampden un vieux cahier d'exercices scolaires, intitulé "Bus Crews Association" servit pour rassembler les signatures de ceux qui désiraient se joindre au mouvement. 130 signatures furent ainsi réunies.

Un des militants du BCA au garage de Hampden était Jimmy Scott, principal orateur au meeting du 6 mars au Grand Hôtel. C'est la menace de son renvoi qui avait provoqué la convocation du meeting.

L'HISTOIRE DE JIMMY SCOTT.

Il était évident que le mouvement contre Jimmy Scott venait de ses activités pour le BCA. Il avait annoncé qu'il ne payerait rien de plus au T&GWU et avait reçu immédiatement de la Direction une lettre disant qu'il ne pourrait par conséquent plus être employé par la Compagnie. Il avait un mois de préavis.

Les patrons et la direction syndicale essayaient de s'en sortir sans que cela fasse trop de bruit. Tout d'abord, en dépit des prétentions au contraire, il n'y avait aucune convention disant que tout le personnel devait être membre du T&GWU. Au contraire la résolution adoptée par la Compagnie déclare:

"C'est l'intêret de la Compagnie d'encourager tous ses employés à adhérer au syndicat ou à une association professionnelle appropriée...

"..Mais à aucun moment la Compagnie ou les chefs d'atelier ne peuvent déterminer ce qu'est une association ou un syndicat approprié pour un groupe d'employés ou un employé individuel".

Que la Compagnie demande l'adhésion au T&GWU, plutôt qu'au BCA, c'est violer sa propre résolution.

Jimmy sortit aussi un des points du règlement du T&GWU qui définit la procédure à adopter dans le cas où une personne a des arriérés de cotisations. Après 13 semaines le membre reçoit une lettre d'après laquelle il est déchu. Jimmy ne reçut aucune communication de ce genre. La procédure était oubliée dans la précipitation à se débarasser de ce "dangereux trublion".

La recherche de représailles apparaît clairement derrière toute la maneuvre quand on sait que des vingtaines de travailleurs n'ont jamais adhéré au T&GWU et que beaucoup d'autres ont des mois d'arriérés sans avoir jamais reçu de menace de licenciements...

Le meeting soutint massivement le droit de Jimmy de choisir le syndicat de son choix. Ils soutinrent sa décision de faire appel et furent d'accord pour se battre, légalement si nécessaire... Mais la plupart des orateurs comprirent que le meilleur moyen d'assurer la victoire était de montrer la puissance du BCA à l'entreprise même.

"Ce droit de choisir son propre syndicat est un droit fondamental que nous pourrions bien perdre si nous ne sommes pas vigilants" déclara Jimmy. "Il devient de nos jours évident que la direction et les leaders syndicaux se partagent tout entre eux. Bientôt les cotisations au syndicat seront prélevées automatiquement sur les salaires. La Compagnie doit acquérir une nouvelle machine et ceci a été sérieusement suggéré.

"Si nous ne nous y opposons pas maintenant c'est ce qui va nous arriver. Non seulement notre adhésion sera décidée pour toute notre vie, mais elle le sera aussi pour nos enfants. Et bientôt on verra les nouveaux-nés sortir de la salle de travail avec leur carte du syndicat !"

PARTICK REPOND A GRANT.

Le meeting était présidé par Donald Hutton, un chauffeur de Partick Garage... Le recrutement dans Partick fut rapide. Bientôt la moitié des travailleurs avaient adhéré au BCA. Donald était un des organisateurs les plus remarquables, si bien que le T&GWU décida de s'arranger pour le faire expulser. Malheureusement Donald avait beaucoup de soutiens. Comment organiser son expulsion dans un meeting d'une partie seulement de la Compagnie ? Telle était la question.

Les grosses têtes du T&GWU avaient une série d'idées splendides. Tenir le meeting dans un lieu inhabituel. Ne rien publier dans l'ordre du jour concernant la proposition d'expulsion. S'arranger pour que le meeting ait lieu à un moment où Donald travaille et éviter ainsi d'avoir à lui laisser la parole dans les débats.

Les plans progressaient ainsi combinés. Même le bien-aimé Alex Grant arriva, inatendu (par hasard il passait dans

le coin !). Ah ! quel désastre ! Donald avait eu vent de leurs plans. Les nouvelles se répandirent comme un traînée de poudre. Les équipes furent changées. Les gens vinrent "écoeurés", Et environ 70 travailleurs arrivèrent alors qu'on ne les attendait pas. Aucune apathie, ici, M. Grant !

Le délégué d'atelier écarta la motion pour l'expulsion de Donald. Grant monta à la tribune dit qu'il ne tiendrait pas compte du vote.Il tempêta, délira, menaça, hurla. Il était décidé à obtenir l'expulsion de Donald Hutton et dit-il il transmettrait lui-même l'affaire directement au Conseil Exécutif général.

Sur les 70 membres présents, 60 refusèrent l'expulsion (les 60 n'étaient pas tous membres du BCA, beaucoup étaient seulement opposés à la bureaucratie du T&GWU). Puis la majorité sortit du meeting, éteignant les lumières, laissant Grant et sa misérable petite clique pêle-mêle dans l'obscurité.

CEUX QUI SONT CONTRE.

Il est interessant maintenant de prêter attention à ceux qui furent les plus menaçants vis-à-vis du BCA. A Hampden, l'actif délégué d'atelier, Camarade McNamara, était le second à signer sur le cahier des membres du BCA. Mais quelqu'un a dû lui faire un petit lavage de cerveau car maintenant McNamara lutte contre le nouveau syndicat avec des menaces vraiment fantastiques, disant par exemple aux travailleurs que s'ils n'adhéraient pas au T&GWU ils n'auraient pas le droit de faire des heures supplémentaires.

La tentative d'expulsion de Donald Hutton avait été écartée par le délégué David Marshall. Marshall avait écrit, auparavant, un tract intitulé "une Fausse Convention", qui avait été largement distribué. Le BCA devait plus tard approuver les principes de base de ce document-la demande d'un contrôle par la masse et une convention sincèrement négociée... Pourquoi cette volte-face, Camarade Marshall ?

Pareillement le Comité de quartier demanda à Ibrox d'expulser Betty Reid, mais Ibrox refusa de le faire. Le principal adversaire de Betty Reid était Peter Callaghan, membre du Parti Communiste, et qui, délégué avait voté contre la semaine de 5 jours.

La seule bonne chose qui ait jamais été dite sur Alex Grant est qu'il avait été chauffeur dans les années 40 au garage Larkfield. Il s'est toujours opposé publiquement aux sentiments de la masse et est bien connu pour sa brutalité dans toutes les occasions... Il vit dans un monde de "complots" et de "subversions". Mais sa chasse aux sorcières n'atteint jamais le PC. Il semble remarquablement bien s'entendre avec tous les leaders industriels du PC, et il est Président des nombreuses associations professionnelles de Glasgow, qui sont dominées par les membres du Parti et leurs compagnons de route.

Quelle est l'attitude du Parti Communiste vis-à-vis du BCA ? Le parti est toujours opposé à tout syndicat né d'une scission. Sa politique est au contraire de s'emparer des positions de base des syndicats officiels. Une lutte ouvrière pose toujours un problème pour un militant du PC -d'un côté comme militant il veut se battre, et de l'autre le PC lui demande de rester "décent".

Les partis d'avant-garde, comme le PC, soutiennent toujours la bureaucratie établie, espérant toujours "en s'emparant des appareils pouvoir les manipuler dans leur propre intôret". Les authentiques mouvements de masse ne peuvent pas être manipulés d'en haut d'où leur opposition puis leur scission d'avec les différents partis d'avant-garde...

Pour les travailleurs des Bus, le T&GWU n'est qu'un syndicat de la Compagnie. Les décisions sont prises par Grant et Fitzpayne (directeur de la Compagnie). Ils savent qu'ils ne sont en aucune manière consultés. Jusqu'à la fondation du BCA leur attitude était "neutre" -maintenant ils pensent qu'ils ne peuvent rester neutres. La lutte qui a lieu les concerne et ils prennent l'initiative. Ceci est illustré par le Bulletin du BCA.

LE BULLETIN.

Il fut décidé qu'un petit bulletin serait le meilleur moyen de construire l'organisation étant en même temps un instrument idéal de propagande. Le premier faisait 9 pages. Il fut publié en Décembre 65 et 500 exemplaires furent vendus. Jimmy Scott en dit:"il se vend facilement. Ce dont nous avons seulement besoin est un contact dans chaque garage prêt à le vendre; pour ma part j'en ai vendu pour 2 £ (26 F) sans difficulté." Un mois plus tard un second bulletin paraissait également vendu à 500 exemplaires. La evnte de chaque numéro rapportait environ 130 F. au BCA. Le troisième en préparation, sera tiré à 1000 exemplaires.

Qui conque a l'habitude de s'occuper de telles publications sait la difficulté avec laquelle bien souvent les ouvriers écrivent.. Mais ici, les articles arrivent de toutes parts - j'en vis trois donnés à Donald pendant l'heure que je passai avec lui. La raison du succès est évidente. Les travailleurs savent que le BCA est leur organisation, ils savent qu'ils prennent les décisions et que le succès ou l'échec, et l'avenir de leur travail dépend d'eux.

LES PRINCIPES DU BCA.

A l'heure actuelle aucun "statut" n'a encore été adopté. Mais les hommes savent parfaitement ce qu'ils veulent; leurs aspirations générales sont au mieux résumées dans une ébauche de programme publié dans le premier numéro:

"Programme pour que ça change"
1)La cotisation initiale ira à un fonds de lutte pour salles de réunion, meetings, tracts...
2)La cotisation hebdomadaire sera de 1,20 F.
3) Le fonds de grève (si besoin est) sera assuré par la première semaine de cotisations.
4) Les délégués de chaque garage se rencontreront publiquement et des observateurs pourront venir au meeting à n'importe quel moment.
5) Les comptes-rendus des meetings seront imprimés et distribués à tous les membres.
6) Aucun permanent parmi les responsables.
7) Délégués et responsables seront élus par les membres. Pas de nominations par en haut.
8) Délégués et responsables sonr révocables à chaque instant par la décision de la majorité.
9) Les responsables à temps seront toujours prêts à recevoir les griefs des membres. Deux personnes sont nécessaires au téléphone.
10) Les membres de l'association décident de la politique et de l'action. Délégués et responsables l'exécutent. Toutes les décisions de la masse seront automatiquement appuyées.
11) Aucun accord ne pourra être conclu avec la direction sans l'accord des membres.
12) Les salaires des permanents seront comparables à ceux des travailleurs des Bus.
13) Un bulletin régulier.

CE SERA UNE ASSOCIATION DEMOCRATIQUE NON UNE DICTATURE.

L'AVENIR:

Des nouvelles sur le BCA se répandirent dans toute la Compagnie. Une pétition parut au garage Johnstone, dans une autre compagnie de transports, adressée au T&GWU lui demandant d'entreprendre "une action positive" dans l'immédiat. La pétition ajoutait que si une réponse favorable n'était pas donnée rapidement, ils ne pourraient que se joindre "à nos 600 camarades du BCA".

De semblables activités se développent dans les garages du groupe William Alexander et plusieurs centaines de bulletins d'adhésion furent demandés par le garage Stirling.

Pourvu qu'ils conservent l'offensive les travailleurs des Bus de Glasgow pourraient faire débuter un mouvement qui fasse boule-de-neige. Les représentants de la classe

L A V I E I L L E T A U P E

Librairie, 1 rue des Fossés St-Jacques.

PARIS Vème

Vous y trouverez ce qui vous interesse, y compris"Pouvoir Ouvrier"

dominante, travaillistes ou conservateurs, sont d'accord pour dire que les travailleurs doivent être disciplinés. Abandonnons donc nos illusions. La législation préparée contre les activités "non officielles" est une tentative d'abord d'entraver puis de détruire toute organisation de travail.

Depuis plus de deux siècles les ouvriers ont lutté pour avoir le droit de s'organiser. De cette lutte sont nés les syndicats.. Mais les syndicats sont aujourd'hui complètement bureaucratisés. Les ouvriers n'ont plus aucun contrôle sur eux, mais bien plutôt ils se dressent souvent contre eux. Les théoriciens qui cherchent la "dialectique" dans le travail, n'ont pas besoin de chercher plus loin que les syndicats pour trouver; les syndicats se sont "changés en leur contraire". Ils sont aujourd'hui une section très spéciale de l'Ordre Etabli utilisée contre la classe ouvrière.

Les syndicats ne peuvent, pas plus que la police ou l'armée, être réformés ou rénovés par en bas. Ils ne peuvent davantage être imités, par exemple en construisant des oppositions avec des responsables et des bureaucrates "d'une aile gauche"...

Aussi la classe ouvrière aujourd'hui affronte le même problème qu'il y a 200 ans: le droit et la nécessité de s'organiser elle-même pour sa propre émancipation. Aucun parti politique ou appareil syndical ne représente aujourd'hui les intérets de la classe ouvrière. Si bien qu'une activité valable ou une organisation de lutte doivent a priori être "inofficielles".

La construction d'une authentique organisation de classe -controlée par les hommes eux-mêmes, expression réelle de leurs intérets et de leurs aspirations- rencontrera une féroce opposition et probablement une violence bien plus grande, de la part des maîtres de la société, qu'auparavant.

Mais cela ne signifie pas que nous n'ayons fait aucun progrès. Au contraire. Nous avons appris qu'on ne peut confier à personne (parti ou syndicat) la tâche de mener la lutte en notre nom. Nous devons nous mobiliser nous-même. La classe ouvrière doit diriger elle-même ses propres affaires car personne ne le fera pour elle.

Quand nous parlons de direction ouvrière de la production, il ne s'agit pas d'une abstraction. Nous ne parlons pas d'un lointain millénaire, envisagé par toutes sortes de "gauches" traditionnelles depuis "Tribune" jusqu'aux Trotskystes. Pour nous la lutte pour la direction ouvrière commence aujourd'hui et maintenant, sur le tas à l'atelier, par la lutte pour le contrôle ouvrier du travail, et la création des organisations appropriées... Contrairement aux "gens de gauche" nous ne nous battons pas pour le contrôle ouvrier demain et la hiérarchie aujourd'hui. L'avenir doit être créé maintenant.

Ceci nous semble être la signification réellement révolutionnaire des activités officieuses. La classe ouvrière peu à peu, en tâtonnant comprend ces problèmes. La construction dès maintenant, d'organes de masse pour le contrôle ouvrier, revient à la construction du socialisme.

C'est ce qu'ont commencé les employés des compagnies des Bus à Glasgow."

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

L'ENFANCE ET... LA PRODUCTION !

"L'enfant d'aujourd'hui est le futur créateur de richesses. Pour qu'il puisse jouer pleinement son rôle d'homme conscient dans la production, dans l'activité sociale, dans la société d'aujourd'hui et de demain, il est indispensable de lui donner le maximum de moyens. Tout ce qui se rapporte à l'enfance et à son avenir est étroitement lié à la grandeur nationale : c'est pourquoi le Parti communiste s'attache à la défense de l'enfance de façon permanente, portant une attention spéciale aux enfants des travailleurs".
(L'Humanité, 19-5-66)

"Les militants communistes ont conscience qu'il ne saurait y avoir de politique d'intérêt national sans assurer aux générations montantes des conditions de développement conformes aux progrès scientifiques, techniques et sociaux de notre époque". (L'Humanité, 29-4-66).

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

III-JUSQU'OÙ PEUT ALLER L'IMPÉRIALISME EN ASIE ?

L'ENLISEMENT DES U.S.A. AU VIET-NAM.

Au point où en sont venues les choses au Vietnam les Etats-Unis seront obligés à plus ou moins long terme de reconsidérer leur politique et peut-être de prendre des décisions graves.

Tandis en effet que la lutte contre le Vietcong ne donne aucun résultat décisif et se transforme en guerre d'usure, la situation politique se dégrade rapidement. Les troupes de Ky ont certes réussi à réduire la dissidence du Centre-Vietnam et la junte militaire de Saïgon, décidée à la guerre jusqu'au bout, garde le pouvoir. Le gouvernement maintient sa promesse de faire des élections et une partie des boudhistes de Saïgon donne sa caution à la comédie électorale qui se prépare. Peut-être un gouvernement plus large que celui de Ky sera-t-il finalement constitué, comme l'espère l'ambassadeur Américain Cabot-Lodge.

Mais en avalisant cette politique les boudhistes se discréditent et déjà une aile plus radicale se détache qui accuse ouvertement les bonzes de Saïgon de trahir les objectifs des manifestants d'avril. De toute manière, un gouvernement élargi ne résoudra aucun des problèmes qui accablent la population. La guerre, dont on estime qu'elle a déjà fait un million de morts, continuera et avec elle l'exode des réfugiés, la spéculation qui pousse au désespoir les couches pauvres des villes, une corruption frénétique qui gangrène l'armée U.S. elle-même, et enfin l'implantation de plus en plus serrée de militaires et de civils américains qui transforme rapidement le Sud-Vietnam en protectorat U.S. Dans ces conditions le succès que vient de remporter le gouvernement de Saïgon ne fera guère que retarder les échéances. La prolongation d'une guerre écrasante conduira inévitablement de larges couches de la population vietnamienne à se dresser contre la domination américaine et la junte des généraux pour reconquérir l'indépendance nationale et chercher les moyens d'aboutir à la paix. Le processus d'enlisement des U.S.A. dans une guerre de type quasi-colonial continue.

LES PROJETS INQUIETANTS DU PENTAGONE.

Le gouvernement américain qui constate avec quelle rapidité son appareil militaire s'est trouvé isolé et entouré de l'hostilité manifeste d'une partie croissante de la population, a élaboré projets pour gagner l'effondrement politique qui menace. Le plus inquiétant de ces projets consiste à accélérer brutalement la lutte militaire pour aboutir à un rapide dénouement. A cet effet le Pentagone projette de couper la piste Ho-Chi-Minh par une attaque en tenaille qui se déroulerait à travers le pays et à partir d'une tête de pont établie à la suite d'un débarquement au nord du 17ème parallèle. Afin de paralyser la capacité de riposte du Nord-Vietnam cette opération s'accompagnerait d'attaques aériennes contre la région de Hanoï-Haïphong, jusqu'ici épargnée, et de la destruction des ouvrages hydrauliques dont dépend toute l'agriculture du Tonkin.

Mais cette étape de l'escalade est un coup de dés qui peut conduire très loin. Même si le verrouillage de la piste Ho-Chi-Minh avait pour effet d'affaiblir le Vietcong - en supposant que d'autres passages ne soient pas possibles à travers le Laos et la cordillière annamitique - il en résulterait certainement un déplacement de la bataille vers le Nord. Attaqué sur son territoire le gouvernement Viet-Minh ne resterait certainement pas passif et garderait la possibilité de combattre aussi longtemps que les moyens matériels lui parviendraient de Chine. Les projets d'escalade limitée du Pentagone débouchent davantage sur une extension géographique de la bataille que sur une modification qualitative de ses conditions : après la piste Ho-Chi-Minh c'est la frontière chinoise qui devrait être fermée. Mais il est évident qu'à partir de là l'affrontement avec la Chine deviendrait grandement probable, soit que les U.S.A. soient finalement amenés à bombarder les bases de soutien au Vietnam en territoire chinois, soit que, comme elle le fit au moment de la guerre de Corée, la Chine jette le poids d'une partie de son infanterie dans la guerre.

Ce qui donne à la situation dans le Sud-Est asiatique son caractère alarmant c'est qu'elle est un enchevêtrement de facteurs politiques et militaires d'où peuvent naître les plus dangereux engrenages.

LE PRIX D'UNE GUERRE CONTRE LA CHINE SERAIT TROP LOURD.

Il y a quelques semaines le maréchal Chen-Yi déclarait que la Chine considérait un affrontement avec les Américains comme inévitable et que la Chine ne le redoutait pas. On aurait sans doute tort de ne voir dans cette déclaration que le ton extrêmiste habituel aux dirigeants chinois.

En fait Pékin sait très bien que l'Amérique n'a pas les moyens effectifs de détruire le maoïsme. Si la paix subsiste entre l'Amérique et la Chine c'est parcequ'il y a entre ces deux puissances un certain équilibre des forces, bien que ces forces soient très dissemblables.

En premier lieu il n'est pas vrai que l'Amérique ait la possibilité de réduire en cendres les villes chinoises sous un bombardement thermo-nucléaire et de s'en tenir là. Si une telle entreprise est techniquement réalisable, elle est politiquement impossible. Dans les circonstances présentes, aucun gouvernement américain n'oserait prendre la responsabilité d'un génocide soudain d'une pareille ampleur. La nation américaine n'est pas moralement préparée à assumer devant le monde et l'histoire une entreprise aussi monstrueuse, qui ébranlerait jusque dans ses fondements l'idée qu'elle a d'elle-même ,et qu'elle veut donner à l'univers.

Des raids aériens ou des bombardements effectués par la flotte U.S. sur les villes côtières chinoises, à l'aide d'armes conventionnelles, pourraient, il est vrai, infliger des pertes cruelles à la Chine, comme ils le font actuellement au peuple Vietnamien, tout en restant dans les limites de ce qu'est habitué à tolérer la conscience et l'opinion internationale. Mais pas plus qu'au Vietnam des bombardements ne réussiraient à trancher le conflit..Retournant aux formes de combat de la guerre nationale et populaire, les forces chinoises pourraient pendant très longtemps faire face aux armées U.S. et le maoïsme subsisterait. En réalité il n'y a pas de solution miraculeuse ou purement technique aux problèmes que poserait l'entreprise de liquider le communisme chinois. Même localisé comme le fût la guerre de Corée, un affrontement sino-américain dans le Sud-Est asiatique, supposerait du côté des U.S.A. une mobilisation matérielle et humaine, que la société américaine n'est pas prête à supporter de manière prolongée. En ce sens c'est aux Etats-Unis même, que se trouvent les limites à l'aventurisme du Pentagone. Si la bataille s'élargissait en Asie, les

Vietnamiens et les Chinois ne seraient pas les seuls à saigner. Comme il y a seize ans, en Corée, la volonté et le courage des Asiatiques restent capables de faire équilibre à la puissance de la technique américaine.

L'ENJEU DE LA LUTTE N'EST PAS DECISIF.

Une guerre contre la Chine ne serait en réalité concevable que si le maoïsme faisait peser sur le monde impérialiste une menace pressante et décisive. Alors l'opinion américaine et celle des autres Etats occidentaux pourrait être préparée à assumer la responsabilité des massacres nécessaires et même à se forger les raisons morales de les entreprendre. Dans les mêmes conditions, les appareils de propagande et de manipulation psychologique dont dispose le capitalisme ne manqueraient pas de trouver les thèmes adéquats pour persuader la jeunesse d'aller mourir en Asie. L'expérience de deux guerres mondiales et la progression qui s'est effectuée de l'une à l'autre dans la sauvagerie et l'ampleur des hétacombes, prouve que le capitalisme a d'incomparables aptitudes à faire accepter des horreurs qu'on aurait cru inimaginables.

Mais l'enjeu de la guerre dans le Sud-Est asiatique n'est pas un enjeu vital pour l'impérialisme. Son existence ou même sa stabilité ne sont pas immédiatement en question. Même si les U.S.A. devaient, après s'être enlisés dans une guerre qui, élargie jusqu'à un affrontement localisé avec les armées de Mao, resterait sans issue, se résigner à un compromis ou même abandonner le Sud-Vietnam, ils n'auraient subi qu'une défaite épisodique. Le prestige des U.S.A. serait certes gravement atteint et les luttes anti-impérialistes du Tiers-Monde recevraient peut-être une impulsion nouvelle. Mais il est illusoire de croire que des guérillas surgiraient partout à l'appel de Pékin pour arracher le monde à l'impérialisme. Les Etats sous-développés sont trop hétérogènes aussi bien dans leur structure sociale que dans leur vie politique et culturelle. Les luttes resteraient vraisemblablement inégalement développées, fractionnées et discontinues et par suite l'impérialisme garderait de larges possibilités d'intervention pendant toute une période. Quand à la Chine, il lui faudrait bien des décades encore pour que le progrès de sa construction industrielle lui permette de devenir, séparément de l'U.R.S.S. une puissance menaçante pour l'occident.

La meilleure chance de voir le conflit asiatique demeurer limité c'est que son extension à la Chine exigerait des moyens qui ne sont pas à la mesure de l'enjeu. L'impérialisme n'est pas acculé à la guerre totale.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

UN SOLDAT U.S. CONDAMNE AUX TRAVAUX FORCES

"Cu Chi (Vietnam), 12 juin (U.P.I.) - Le tribunal militaire a condamné à un an de travaux forcés le soldat Adam Weber, 22 ans, de La Nouvelle-Orléans, qui avait refusé d'exécuter l'ordre donné par son supérieur de prendre son fusil pour partir en opération contre le Vietcong. Weber avait répondu : "Ce n'est pas mon combat et je ne prendrai pas cette arme".

LECTEUR : ABONNE-TOI, FAIS DES ABONNES AUTOUR DE TOI.

ENVOIE-NOUS DES ADRESSES D'AMIS OU DE CAMARADES QUE "POUVOIR OUVRIER" POURRAIT INTERESSER. NOUS LEUR ENVERRONS QUELQUES NUMEROS GRATUITEMENT.